

Séance publique du jeudi 28 janvier 2016

Convoqué le jeudi 21 janvier 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 janvier 2016 à 17H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Gérard CASTRE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Vincent HALUSKA, Gérard LANNELONGUE, Mustapha MAJDOUL, Bernard TRAVIER.

Absents :

Règlement intérieur des Cimetières communaux de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le règlement municipal des cimetières montpelliérains date du 30 octobre 1990. Il convient donc d'adapter ce document à l'évolution législative et technique mais aussi sociétale.

Afin de tenir compte des évolutions récentes de la législation funéraire, de la nécessaire sauvegarde des monuments funéraires, de la conservation et de la sécurité des sites, du contrôle des opérations funéraires, ou encore de la durée des concessions et des affectations de terrains, ainsi que des modalités de prise en charge des obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes, une refonte et une mise à jour du règlement intérieur sont devenues nécessaires.

En outre, les compétences pour la gestion des cimetières municipaux telles que définies par le règlement intérieur de 1990 ne relèvent plus depuis le 30 septembre 1996 de la Régie Municipale des Pompes funèbres dont dépendait la gestion des cimetières, depuis que la loi du 8 janvier 1993 relative à la législation funéraire a supprimé le monopole des Pompes Funèbres.

Ces modifications nécessitent la révision de dispositions relatives à la gestion des cimetières relevant de la compétence du Conseil municipal.

Un arrêté du Maire viendra ensuite compléter ces dispositions relativement aux mesures relevant des pouvoirs de police du Maire.

DISPOSITIONS GENERALES

Les cimetières communaux de la Ville de Montpellier sont :

- Cimetière de Celleneuve
- Cimetière Saint - Etienne
- Cimetière Saint – Lazare « Ancien »

Rue Favre- de-Saint- Castor
Avenue Richard Wright
2 Rond-Point du Souvenir Français

- Cimetière Saint - Lazare «Extension»
- Cimetière Saint - Lazare «Annexe»

48 Avenue Saint Lazare
1691 Avenue de la Justice de Castelnaud

Les cimetières communaux de la Ville de Montpellier sont affectés à la sépulture des personnes physiques, conformément à l'article L. 2223-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'exclusion totale des sépultures d'animaux.

Les terrains des cimetières comprennent :

- Les terrains obligatoires, ou terrains communaux affectés à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession, ou notamment pour y inhumer des personnes indigentes dépourvues de ressources suffisantes décédées sur le territoire de la commune, ou y ayant élu leur dernier domicile et dont le corps n'est revendiqué par aucun membre de la famille ;
- Les terrains facultatifs sur lesquels, par délégation du conseil municipal, le Maire octroie les concessions lorsque l'étendue des cimetières le permet. Il pourra concéder des terrains aux personnes qui désirent y fonder leur sépulture et celles de leurs enfants ou successeurs. Les bénéficiaires desdites concessions peuvent construire sur ces terrains des caveaux, monuments et tombeaux, en inhumant cercueils ou urnes cinéraires ;
- Les cases de columbarium pouvant accueillir les cendres issues de la crémation des restes mortels des personnes ayant souhaité avoir recours à la crémation.
- Des regroupements de fait de sépultures dans un carré confessionnel pour des défunts qui ont manifesté cette volonté de leur vivant, dans la limite de l'espace disponible. La famille peut librement décider de l'emplacement d'une éventuelle stèle sur la sépulture ou de l'aspect extérieur de celle-ci, sous la seule réserve que le parti pris ne soit pas choquant pour les autres familles et, ainsi, de nature à provoquer des troubles à l'ordre public. La neutralité religieuse du cimetière dans son ensemble doit être respectée.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à prononcer la reprise des terrains obligatoires ou terrains communaux arrivés au terme du délai de rotation minimal de cinq années conformément à l'article R. 2223-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas d'opposition à une inhumation en concession au sein de la famille du défunt, le Maire doit sursoir à la délivrance de toute autorisation et attendre que l'autorité judiciaire ait tranché le litige.

CONCESSIONS

Les concessions, quelle que soit leur durée, ne constituant pas des actes de vente, et n'emportant pas un droit réel de propriété en faveur du concessionnaire mais simplement un droit de jouissance et d'usage avec affectation spéciale, ne peuvent ni changer de destination, ni faire l'objet de vente ou de transaction particulière à titre onéreux ou gratuit entre vifs.

Toutes les concessions des cimetières montpelliérains ont un caractère familial.

Toute personne faisant état d'un lien personnel avec la commune peut demander l'octroi d'une concession dans les cimetières.

Lorsque l'octroi d'une concession familiale est sollicité à l'occasion d'un décès, elle sera concédée au plus proche parent du défunt.

Les concessions en pleine terre sont réservées aux inhumations immédiates après décès ou après exhumation. Elles ne peuvent être concédées à l'avance.

Sous réserve des disponibilités, les cases en columbarium et les caveaux bâtis peuvent être acquis à tout moment.

Les emplacements réservés à la construction de caveaux autonomes peuvent également être concédés à l'avance. Le marbrier désigné par la famille est responsable de la fermeture du caveau, de son étanchéité et doit par tout moyen en assurer une destination conforme.

Conformément à l'article L.2223-14 du CGCT, la Ville de Montpellier accorde dans ses cimetières :

- des concessions temporaires pour quinze ans (15 ans), renouvelables,
- des concessions trentenaires (30 ans) renouvelables,
- des concessions cinquantenaires (50 ans) renouvelables,

Les concessions centenaires qui ne sont pas arrivées à échéance et les perpétuelles antérieurement concédées sont maintenues dans les conditions prévues au contrat, sous réserve de l'application d'une procédure de reprise pour état d'abandon en application du Code Général des Collectivités Territoriales.

Une concession concédée en vue d'un achat ou d'une construction de caveau ne peut l'être initialement pour une durée inférieure à 30 ans.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à concéder des parcelles de terrain disponibles pour fonder les concessions privatives et à accorder leur renouvellement. L'acte sera contractualisé par un arrêté du Maire dont un exemplaire sera adressé au concessionnaire ou à la famille.

Le Maire est autorisé à recevoir et autoriser les avenants aux contrats de concession (autorisations et oppositions) formulées par le concessionnaire fondateur.

Dans l'intérêt qu'a la commune à ne pas laisser des concessions inutilisées et non entretenues, le Maire est autorisé, à la demande exclusive du concessionnaire fondateur, à accepter la rupture du contrat de concession, si la concession est neuve et libre de corps et sous réserve des disponibilités budgétaires.

Les concessions sont implantées selon les alignements définis par la Ville, tels qu'ils figurent sur les plans du Cimetière. La superficie du terrain affectée à chaque sépulture ne peut être inférieure à 2 m², à l'exception des « cavurnes » cinéraires s'il en existe.

Les tarifs de concessions sont déterminés par délibération du Conseil Municipal (art L 2223-15 du CGCT). Ils peuvent dans chaque classe, être progressifs suivant l'étendue de la surface concédée, pour la partie de cette surface excédant 2 m².

Le Conseil Municipal peut attribuer la gratuité d'une concession funéraire à titre d'hommage public, pour la sépulture de personnes illustres ou ayant rendu des services éminents à la commune, ainsi qu'aux soldats dont l'acte de décès porte la mention « Mort pour la France » ou « victime du terrorisme ».

Au secteur CS (Carré des Soldats) du cimetière Saint-Lazare, 104 dépouilles de soldats «Morts pour la France» ont été rapatriées du front après les deux guerres mondiales et durant la guerre d'Algérie, dans l'attente d'une affectation en carrés militaires ou transformation sur place en sépultures perpétuelles. La décision ministérielle pour affecter ces sépultures à perpétuité n'étant jamais intervenue, ce secteur est communément désigné « secteur des oubliés ».

Pour respecter leur mémoire et bien que ces sépultures soient devenues terrains communs de droit, le Conseil municipal décide de les maintenir et de les affecter à perpétuité comme carré militaire. Cet espace bénéficiera du même entretien que les autres carrés militaires.

D'autre part, en l'absence de descendance pouvant assurer le renouvellement des concessions échues dans lesquelles a été inhumé un soldat Mort pour la France, lorsque cette mention est connue, l'Administration municipale peut, afin de respecter et réhabiliter sa mémoire, prendre à sa charge la restauration et l'entretien de ces sépultures, en dehors de toute responsabilité de l'Etat qui ne saurait intervenir pour en assurer la pérennité.

Il est proposé au Conseil municipal de créer et fixer le tarif de certaines opérations funéraires soumises à des taxes fiscales comme le prévoit l'article L. 2223-22 du CGCT qui dispose que : "Les convois, les inhumations et les crémations peuvent donner lieu à la perception de taxes dont les tarifs sont votés par le Conseil municipal. Dans ces tarifs, aucune surtaxe ne peut être exigée pour les présentations et stations dans un lieu de culte". Néanmoins, les taxes ayant pour origine les obligations communales en matière d'indigence, elles sont gratuites pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes.

Une redevance pour l'usage du four-ossuaire peut être également perçue, correspondant à la valeur du service rendu à l'occasion des exhumations et des réductions de corps, pour l'incinération des débris de bois de cercueils.

Moyennant paiement de la redevance, l'usage de ce dispositif est autorisé aux communes non équipées qui souhaitent faire incinérer les débris de bois issus d'exhumations ou de réductions ayant eu lieu dans un cimetière situé sur le territoire de leur commune.

Les concessions de 15 ou 30 ans en pleine terre, quelles que soient leur durée initiale, sont renouvelables pour 5, 10, 15 ou 30 ans.

Les concessions centenaires bâties en caveau sont renouvelables pour 30 ou 50 ans.

En cas de renouvellement d'une concession, le nouveau contrat prend effet à compter de la date d'échéance du précédent contrat.

En application de l'art. L.2223-15 du CGCT, le renouvellement est pratiqué au tarif en vigueur l'année d'échéance.

La demande de prolongation pour toute durée est recevable l'année d'échéance et jusqu'à 2 ans après.

Pour procéder à une inhumation, le renouvellement anticipé est obligatoire durant les 3 ans précédant l'échéance. Dans ce cas, le tarif de la redevance est celui applicable le jour du renouvellement.

A défaut de paiement de la nouvelle redevance, le terrain concédé fait retour à la commune. Il ne peut cependant, être repris par elle que deux années révolues après l'expiration de la période pour laquelle le terrain avait été concédé.

Toutefois, à l'échéance de la concession, et pendant la période de 2 ans qui suit, le concessionnaire peut abandonner ses droits au renouvellement d'une concession, laquelle peut être reprise par un membre de sa famille ayant un lien de parenté direct avec le titulaire ou les personnes inhumées.

Les concessions sont convertibles en concessions de plus longue durée existante. Le nouveau contrat prend alors effet à la date de paiement de la conversion. Il est défalqué du prix à payer la somme correspondant à la durée restant à courir sur la précédente concession.

A défaut par les familles de réclamer dans le délai prescrit les objets qui leur appartiennent l'administration fait procéder à l'enlèvement des monuments et signes funéraires et reprend immédiatement possession des terrains concédés. Certains signes funéraires et les caveaux retombés dans le domaine privé de la Ville peuvent faire l'objet d'une vente.

En cas de revente de caveau repris par la Ville, le propriétaire l'achète en l'état.

Lorsqu'une concession se trouve libre de corps et de signes funéraires, le concessionnaire a la possibilité de demander la rétrocession par la Ville des années restantes à courir, à condition toutefois que ce nombre d'années soit supérieur à 3 ans. Le remboursement n'est effectué que sur la part du prix de la concession attribuée à la Ville.

Lorsqu'une concession se trouve libre de corps et de signes funéraires, après le décès du concessionnaire, ses ayants-droit ne peuvent prétendre à demander la rétrocession par la Ville des années restant à courir.

Si un caveau est construit sur cet emplacement, aucun dédommagement sur le coût de revient de cette construction n'est consenti à la famille.

La circulaire 2009-182 du 19 juin 2009 autorise les obsèques des enfants ayant fait l'objet de la délivrance d'un certificat d'accouchement.

Lorsque les parents ont renoncé à la prise en charge et à l'organisation des obsèques, l'établissement de soins y procède à sa charge. Dans ce cas, sauf opposition formelle et écrite des familles, la crémation est de droit.

En cas d'opposition des parents à la crémation, Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à déroger et autoriser exceptionnellement l'inhumation dans le secteur réservé aux enfants en terrain

commun du cimetière St Lazare et l'autorise à signer dans ce sens, une convention entre la Ville de Montpellier et le CHRU de Montpellier.

SAUVEGARDE DU PATRIMOINE

Dans un objectif de sauvegarde et de mise en valeur, un périmètre historique est défini pour la protection du patrimoine présentant un intérêt d'histoire, d'art ou d'architecture suffisant pour en rendre désirable la préservation et la conservation.

Afin de protéger et mettre en valeur les ensembles bâtis, paysagers et les espaces publics, un périmètre protégé correspondant au noyau le plus ancien des cimetières Saint-Lazare et Celleneuve, témoins privilégiés de l'histoire de Montpellier, s'inscrit dans la volonté de la municipalité de protéger son patrimoine et de mieux faire connaître la grande richesse de cet héritage historique, artistique et architectural de haute valeur.

Au cimetière Saint-Lazare, le périmètre historique protégé concerne les secteurs :

A, AA bis, AA ter, AAP, AC, AC bis, AD, AE, AF, AG, AH, AI, AJ, AK, AL, B, C, CCP, D, DDP, E, F, FFP, S, T, V, X, Y, Israélite Ancien.

Au cimetière de Celleneuve, le périmètre protégé concerne les secteurs situés en périphérie, contre la clôture :
A, B, CL, KL, C, K, E

Des tombes de valeur artistique et / ou dans lesquelles reposent des personnalités ayant marqué l'histoire de Montpellier sont classées comme monument historique.

Même après une procédure de reprise pour état d'abandon, il deviendra impossible de céder ces caveaux concernés à des tiers et l'entretien de ces sépultures et monuments appartenant au domaine privé de la commune, sera alors assuré par la collectivité responsable de la gestion du cimetière qui pourra alors les conserver en l'état et les entretenir comme ornement du cimetière.

Lorsque certaines tombes remarquables ne sont plus entretenues par les familles des défunts et que l'administration communale ne peut imposer aux familles défaillantes l'entretien régulier de ces sépultures, elle pourra assumer cette charge.

Cette tâche pourra être confiée à des brigades bénévoles d'amateurs du patrimoine funéraire qui œuvreront à la restauration et à l'entretien de ces tombes.

DESTINATION DES CENDRES

La Ville de Montpellier met à la disposition des familles des cases de columbarium destinées à recevoir les urnes cinéraires conformément aux articles R.2213-39 et R2223-9 du CGCT et un Jardin du Souvenir.

La Ville de Montpellier accorde dans ses cimetières des concessions en case de columbarium d'une durée de trente ans.

Les cases de columbarium cinquantenaires antérieurement concédées sont maintenues dans les conditions prévues au contrat.

Les concessions en case de columbarium, quelles que soient leur durée initiale, sont renouvelables pour 5, 10, 15 ou 30 ans.

Des concessions de terrain en « caverne », s'il en existe, destinées à inhumer les urnes cinéraires en pleine terre peuvent être accordées aux familles dans les mêmes conditions que celles prévues pour les concessions de terrain ou de columbarium et suivant les tarifs en vigueur.

Le Jardin du Souvenir, est un espace spécifique où sont dispersées de manière anonyme, sans apposition de plaque ni autre objet, les cendres des personnes ayant eu recours à la crémation.

SECURITE ET SURVEILLANCE DES CIMETIERES COMMUNAUX

Afin d'assurer la sécurité et la surveillance des cimetières Saint-Lazare et Saint-Etienne, particulièrement les weekends, les jours fériés et en dehors de l'amplitude horaire des ouvertures au public, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire de décider de l'opportunité d'attribuer un logement de fonction « pour nécessité absolue de service » selon les modalités définies par les décrets n° 2012-752 du 9 mai 2012 et n° 2013-651 du 19 juillet 2013, ainsi que de définir les conditions et astreintes afférentes à l'attribution dudit logement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'adopter les dispositions ci-dessus relatives au règlement des cimetières municipaux.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 29/01/2016